

Au Japon, le retour de l'inflation bouleverse l'économie

Titre(s) : Au Japon, le retour de l'inflation bouleverse l'économie [[périodique]]

Ensemble : Alternatives économiques 466

Editeur, producteur : 01/01/26

Description matérielle : pp.46-49

ISSN : 0247-3739

Note sur la description matérielle : 4

Résumé ou extrait : Depuis 2022, le Japon connaît une inflation mensuelle oscillant entre 2,5 % et 4 %, une situation inédite depuis l'éclatement de la bulle immobilière à la fin des années 1980. Le pays, habitué à la stabilité des prix, fait face à une hausse généralisée du coût de la vie, notamment à cause de la dépréciation du yen, tombé à son plus bas niveau depuis 1998, et de la flambée des prix mondiaux de l'énergie et de l'alimentation. Le prix du riz a ainsi doublé depuis 2020, conséquence de mauvais rendements agricoles et de la dépendance du Japon aux importations, qui couvrent presque tout son pétrole et deux tiers de sa nourriture. Sur le plan politique, le parti populiste Sanseito, fondé il y a cinq ans, est devenu la troisième force du pays lors des élections de juillet, tandis que le Parti libéral-démocrate (PLD), au pouvoir quasi ininterrompu depuis 1955, a perdu sa majorité à la Diète. Après la démission de Shigeru Ishiba, Premier ministre de 2024 à 2025, Sanae Takaichi, première femme à occuper ce poste, a été désignée Première ministre le 21 octobre 2025. Héritière politique de Shinzo Abe, elle propose une politique inspirée des " Abenomics ", combinant politique monétaire accommodante, relance budgétaire et stratégie de croissance à long terme, baptisée " Sanaenomics ". La Banque du Japon a relevé ses taux à 0,5 % en janvier 2025, leur plus haut niveau depuis 17 ans, mais les maintient bas depuis, malgré une inflation supérieure à la cible de 2 %. Cette politique vise à éviter une appréciation du yen qui pénaliserait les exportations, lesquelles représentent un cinquième de la croissance japonaise. Pour soutenir la demande intérieure, le gouvernement a lancé un plan de relance de 117 milliards d'euros fin novembre 2025, incluant des subventions aux collectivités locales, des aides aux entreprises et la suppression de la taxe sur le carburant. Cependant, ces mesures sont jugées insuffisantes face à la stagnation des salaires. Entre 1991 et 2021, les salaires réels n'ont progressé que de 5 % au Japon, contre 43 % en moyenne dans les grandes économies occidentales. Même lors de la hausse historique des rémunérations lors du shunta 2024, la progression réelle n'a été que de 1,5 % en moyenne après inflation, et tous les salariés n'en bénéficient pas. Environ 40 % des travailleurs sont non permanents, gagnant en moyenne 60 % du salaire des salariés permanents. Femmes, jeunes, immigrés et seniors sont surreprésentés dans cette catégorie précaire. En 2024, 25 % des seniors japonais sont en emploi, contre 18 % aux États-Unis et 4 % en France, souvent en raison de retraites insuffisantes. La politique de Sanae Takaichi encourage à " travailler plus " pour gagner plus, proposant de supprimer la limite des heures supplémentaires, ce qui remet en cause les politiques antiturisme instaurées depuis Shinzo Abe. Le phénomène du karoshi, mort ou maladie due à l'excès de travail, a causé plus de 1 300 victimes en 2024. Le Japon fait également face à une pénurie de main-d'oeuvre. En 2025, 2,3 millions de travailleurs

étrangers sont présents dans le pays, mais ils sont stigmatisés et le gouvernement prévoit de durcir les conditions d'acquisition de la citoyenneté et d'augmenter les frais de visa et de résidence permanente. Pour améliorer la productivité, le gouvernement promet des aides publiques dans 17 secteurs stratégiques, tels que l'intelligence artificielle, les semi-conducteurs et la construction navale, sous forme d'allègements fiscaux et de subventions pour les entreprises investissant dans des machines, des usines ou la recherche. Le déclin démographique reste un frein majeur : 40 % des Japonais auront plus de 65 ans en 2070, contre 5 % en 1950. Cette anticipation d'une faible demande incite les entreprises à investir à l'étranger plutôt qu'au Japon. Par ailleurs, les droits de douane américains, maintenus à 15 % malgré une baisse en échange de 500 milliards d'euros d'investissements japonais aux États-Unis, affectent particulièrement le secteur automobile, poussant des entreprises comme Toyota et Honda à baisser leurs prix et à investir dans de nouvelles usines outre-Atlantique. Le financement du plan de relance de 117 milliards d'euros soulève la question de la soutenabilité de la dette publique, qui atteint 230 % du PIB, le ratio le plus élevé de l'OCDE. Si la croissance n'est pas au rendez-vous et que la Banque du Japon doit relever ses taux, la charge de la dette pourrait augmenter significativement. Déjà, les taux des emprunts japonais ont grimpé après l'annonce du plan de relance. Entre 1990 et 2022, la richesse du Japon n'a progressé que de 0,8 % par an, illustrant la stagnation économique du pays depuis l'éclatement de la bulle immobilière et les "décennies perdues". Face à ces défis structurels - inflation, stagnation des salaires, précarité de l'emploi, vieillissement démographique, faible productivité et endettement massif - le Japon a besoin de réformes économiques profondes au-delà des mesures de relance conjoncturelles.

Sujet - Nom commun : Inflation -- Japon